

Allemagne : six bonnes raisons de croire à l'arrivée du printemps

[Klaus F. Zimmermann](#)

10 mars 2006

L'Allemagne est désormais sur la bonne voie. Les réformes de l'administration Schröder ont marqué une rupture dans la politique économique et celle dans la politique de l'emploi. Les clés de cette ambitieuse politique de l'emploi se trouvent dans la nature préventive des programmes, leur évaluation permanente, une attention nouvelle portée au placement des chômeurs, des contacts plus étroits avec les entreprises, un système d'incitations plus efficace et l'arrêt des programmes qui ne marchaient pas. Non moins décisive fut la décision de conditionner indemnités de chômage et prestations sociales à l'exigence de reprendre un emploi quand l'occasion s'en présente. Ce processus a été accompagné par des baisses d'impôts substantielles, une nouvelle loi sur l'immigration, un allongement des heures d'ouverture des magasins, une réglementation plus libérale de l'artisanat et le retour de la notation négative des élites académiques.

Ces développements ont suscité un intense débat pour redéfinir notre économie sociale de marché sans abandonner complètement le concept. Une séparation plus stricte entre les questions de justice sociale et l'utilisation efficace des ressources économiques rendent leur rôle et leur apport plus transparents. La création de valeur ajoutée se voit désormais attribuer la priorité sur les questions de redistribution. On est passé d'une justice des distributions à une justice des opportunités. La solidarité sociale et la responsabilité individuelle sont mieux équilibrées. De plus en plus, l'idée que la solidarité sociale est d'abord un équilibre entre prendre et donner est vue comme une condition de la justice sociale, plutôt que comme la fin de l'Etat providence.

La politique est l'art du possible. L'accord passé entre la CDU et le SPD, tout comme l'adresse inaugurale de la nouvelle chancelière, offre nombre d'opportunités pour remettre l'économie allemande – qui est fondamentalement en bonne santé – sur la route de la croissance. Parmi les défis qui devraient être relevés, on peut noter (1) une réforme de fédéralisme allemand, particulièrement en ce qui concerne la limitation des obstructions partisanes au niveau fédéral, (2) l'équilibrage des comptes publics en supprimant des subventions et en réduisant le nombre de fonctionnaires, (3) un système fiscal plus simple et une baisse de l'impôt sur les sociétés, (4) le refinancement de la sécurité sociale pour réduire le coût du travail, (5) une libéralisation du marché et (6) une amélioration des programmes d'éducation, de recherche et d'infrastructures.

. La réforme du fédéralisme adoptée en février de 2006 contribuera à empêcher les deux chambres (Bundestag et Bundesrat) de se bloquer mutuellement, ce qui donnera un champ plus large aux forces réformatrices dans le domaine économique.

. Avec la suppression de plusieurs milliards d'euros de subventions fiscales obsolètes, les dirigeants fédéraux, ceux des Länder et ceux des collectivités locales se voient offrir de nouvelles possibilités financières pour améliorer les infrastructures et attirer les investissements.

. Les efforts d'équilibrage du budget sont à présent suffisamment nets pour permettre à l'Allemagne de remplir les critères de Maastricht dans un avenir proche.

. La libéralisation et la réduction de la bureaucratie continueront à améliorer l'attractivité du pays vis-à-vis des investisseurs.

. Nos dirigeants ont finalement eu la force de réduire les charges qui pèsent sur les entreprises et font obstacle à la création d'emplois. L'augmentation prévue de la TVA en 2007, qui portera l'Allemagne dans la moyenne européenne, permettra de financer ces allègements.

. L'évaluation complète des réformes du marché du travail entreprises depuis 2003, qui avait été prévue par l'administration précédente, fournit une meilleure compréhension des effets des programmes et de l'efficacité du placement des chômeurs. Il faut à présent tirer les conclusions des chiffres déjà disponibles.

. La politique du marché du travail et la politique sociale commencent à faire du principe du "donnant-donnant" un principe à part entière du schéma des transferts sociaux, et ce afin de d'inciter les chômeurs à reprendre un emploi.

. Dans le cadre éprouvé du système allemand de négociation collective, les accords d'entreprise se verront reconnaître une valeur juridique plus forte. En même temps, un effort particulier est consenti pour établir des salaires minimaux dont les avantages économiques sont plus que discutables.

Les programmes mis en oeuvre pour réformer la politique éducative sont beaucoup plus importants. La réduction du temps de scolarité et la plus grande autonomie laissée aux universités vont dans le bon sens.

Nos dirigeants commencent enfin à relever le défi longtemps ignoré du financement des régimes de retraite. Le gouvernement a déjà décidé de relever l'âge de retraite à 67 ans et évaluera ce qui reste à faire pour garantir la pérennité du système. Une réforme complète du système de santé est finalement à l'ordre du jour. La politique familiale vise à améliorer le système de soins de jour, aujourd'hui sous-développé, et à prendre en compte les conséquences du changement démographique.

Quand on voit les réformes sociales et économiques déjà entamées, on peut raisonnablement considérer que le processus de réforme lancé par le gouvernement passé va s'accélérer sous la Grande Coalition. Ce sera d'une importance cruciale pour les perspectives économiques de l'Union Européenne dans l'avenir.

Klaus F. Zimmermann est directeur de l'Institut du travail (IZA) à Bonn, Président de l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW, Berlin) et conseiller du Président de la Commission européenne.

Traduit de l'anglais par Sonia Florent.

© Telos-eu Agence intellectuelle